



Programme d'Investissement Forestier (PIF) du Burkina Faso

Recueil de témoignages sur les
expériences à succès de la mise en œuvre
de l'Approche *Projet de Développement
Intégré Communal pour la REDD+*
(PDIC/REDD+)

Edition : 2021



**Projet de Développement Intégré
Communal pour la REDD+ (PDIC/REDD+):**
une approche développée par le PIF.
Un diagnostic socio-foncier et de planification
Participative comme point de Départ

Jean Bosco SO, Coordonnateur National du PIF:

« *L'approche PDIC/REDD+ est le fruit d'un long processus de concertations participatives et inclusives* »



« Le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a été exécuté dans 32 communes du Burkina Faso. Dans chacune des communes, plus de 140 millions de francs CFA ont été consentis pour réaliser des activités et des investissements à caractère REDD+. Le PGDFEB a investi dans les terroirs communaux, avec pour objectif de renforcer les stocks de carbone et réduire les pressions anthropiques sur les forêts et espaces boisés. Pour atteindre cet objectif,

le projet a conçu l'Approche « *Projet de Développement Intégré Communal pour la REDD+ (PDIC/REDD)* ». L'approche PDIC/REDD+ vient en appui au processus de décentralisation, avec pour centre d'intérêt la gestion durable des ressources naturelles au sein des communes. C'est le fruit d'un long processus de concertations participatives et inclusives. Le concept a été bâti autour des résultats d'un diagnostic socio-foncier et une planification participative réalisés par la méthode *Terristories* ».

Yeri Edwige DAYAMBA / KAMBIRE, chargée de Programme / INSUCO :

« L'étude portant sur le diagnostic socio-foncier et la planification participative a été réalisée sur la base d'un outil qui s'appelle TèrriStories ».



« L'étude portant sur le diagnostic socio-foncier et la planification participative a été réalisée sur la base d'un outil qui s'appelle TèrriStories. L'outil TèrriStories a été déployé en deux phases. Une phase de pré-diagnostic de deux jours et une phase de diagnostic de trois jours autour d'un plateau de « jeu » de planification.

Les deux jours de pré-diagnostic sont consacrés à une collecte des données de base qui a permis d'alimenter les débats sur les plateaux. Cette collecte de données s'est faite au niveau des services techniques en charge de l'élevage, de l'agriculture et bien entendu de l'environnement. Cette collecte de données avait pour objectif d'identifier les enjeux socio-fonciers qu'il y a autour des ressources naturelles et des aménagements divers. Les ateliers TèrriStories ont été réalisés sur la base de ces enjeux.

En ce qui concerne le diagnostic lui-même, le premier jour est consacré à l'identification participative des changements climatiques (poche de sécheresse, baisse de la pluviométrie, inondations, invasion de criquets pèlerins...) spécifiques aux communes et les impacts de

ces changements climatiques sur la gestion des ressources naturelles et la vie quotidienne des populations. Le deuxième jour, les participants procèdent à des esquisses de solutions pour lutter contre le changement climatique et promouvoir une gestion durable des ressources naturelles. Le troisième jour de l'atelier est consacré à la planification pour le long terme. Une planification qui intègre les aménagements agro-sylvo--pastoraux à réaliser ».



Souahiba TAKOANO / Diallo, membre du bureau communal des femmes de Kantchiari :

*« Ce jeu nous permet de voir comment on peut faire pour
développer notre commune »*



« Le jeu autour du plateau est intéressant et constructif. Dans notre groupe, le jeu nous a permis de mieux connaître ce que chacun mène comme activité. Il y a ceux qui font l'agriculture, ceux qui pratiquent l'élevage, ce qui vivent de cueillette, ceux qui font du petit commerce, etc. Sur les plateaux, nous avons également identifié les villages où il pleut beaucoup et les villages où il pleut moins. Ce jeu nous permet de voir comment on peut faire pour développer notre commune et développer nos activités quotidiennes. Je suis présent dans le groupe de jeu en tant que femme qui pratique l'élevage. L'animateur m'a demandé de faire le point des difficultés que je rencontre dans mon élevage. En résumé c'est le manque d'eau et d'aliments pour mes animaux, les maladies qui affectent mes animaux, etc. Chacun a exposé les problèmes qu'il rencontre dans son activité et ensemble nous avons essayé de trouver les solutions. L'animateur a dit que ce sont ces solutions qui seront mis en œuvre dans le cadre des activités du PIF.



Gérard OUALI, cultivateur dans la commune commune de Kantchari :

*« Le contenu du jeu est la photographie de notre vie
quotidienne dans la commune »*

« C'est la première fois que je participe à un jeu pareil. Nous avons parlé de la gestion de la zone pastorale de Tapoa-Boopo, du changement climatique, de la qualité des sols et des problèmes tels que les feux de brousse, la coupe abusive du bois, l'utilisation des pesticides, etc. Mais ce qui m'a le plus marqué est que le contenu du jeu est la photographie de notre vie quotidienne dans la commune de Kantchari. C'est très intéressant parce que ça nous permet de voir quelle solution est adaptée pour chaque type de problème.



Brigit OUOBA, productrice agricole / transformatrice de Produits Forestiers Non Ligneux :

« Nous avons vu à travers le jeu que les pratiques en matière de gestion foncière diffèrent d'un village à un autre ».



« Nous avons fait un petit jeu pour mieux connaître la commune en termes de superficie, de population, d'activités des groupes socio-professionnels. Nous sommes en train de faire une évaluation des investissements qui existent et de ce qui manque. Nous avons également évoqué la question de la gestion foncière. Il s'agissait spécifiquement de faire le point sur les méthodes utilisées par les autorités coutumières pour gérer la terre. Nous avons vu à travers le jeu que les pratiques en matière de gestion foncière diffèrent d'un village à un autre. Il y a des participants au jeu qui ont dit que dans leur village, lorsqu'on vous prête la terre pour cultiver, vous pouvez l'exploiter pendant des décennies, mais il ne faut pas y planter un arbre. Sinon on vous retire la terre. Pour eux planter un arbre est synonyme d'appropriation définitive. Pour d'autres participants, cette règle n'existe pas chez eux. Donc il y a des différences dans le mode de gestion de la terre. ».



Michel TANKOANO, représentant de la commission environnement et développement local de la commune de Kantchari :

« Nous avons décidé qu'il faut identifier des forêts qu'on va protéger, planter des arbres à l'intérieur de ces forêts »

« Dans le cadre du jeu, nous avons positionné les villages sur les plateaux. Nous avons identifié les activités menées dans chaque village. Nous avons également évoqué les questions climatiques qui affectent les différents villages. Le jeu nous a aussi permis d'identifier les types de sols, les pistes à bétail qui existent, les différents points d'eau qui existent, les rendements agricoles des différents villages par rapport au climat. Nous avons aussi fait le point des activités qui sont menées en saison sèche. Pour chaque activité nous identifions les problèmes et les solutions. Nous avons pu représenter le barrage et les deux forêts villageoises de Boudiéri sur le plateau afin de discuter sur les aménagements à faire. Ainsi, nous avons décidé qu'il faut identifier des forêts qu'on va protéger, planter des arbres à l'intérieur de ces forêts, réaliser des forages des pistes à bétails, des puits à grand diamètre et des forêts villageoises. Ces réalisations devront permettre de mieux protéger l'environnement et lutter contre la pauvreté ».



**Des espaces de conservation
identifiés / créés, sécurisés et enrichis
par des plantations**

Pauline DA, Présidente du Comité de Gestion du Parc à Karité de Bapla Birifor / commune de Diebouougou

« Avant que le PIF et la commune ne clôture le parc avec du grillage, les animaux causaient beaucoup de dégâts dans le parc. Avec le grillage, toutes les agressions ont pris fin ».

«**N**ous transformons les noix de Karité en beurre pour vendre. Avec l'argent que nous gagnons, nous contribuons à la scolarité et au bien-être de nos enfants. Avant que le PIF et la commune ne clôture le parc avec du grillage, les animaux causaient beaucoup de dégâts dans le parc. Ils broutaient nos plantes, surtout les jeunes pousses qui régénéraient naturellement. Il y a aussi des bûcherons qui n'hésitaient pas abattre nos arbres. Pourtant le karité est une espèce intégralement protégée. Mais avec le grillage, toutes ces agressions ont pris fin. Après chaque saison de pluies, lorsque les herbes sont sèches, nous venons les désherber pour éviter les feux de brousse. Les agents des eaux et forêts étant désormais nos partenaires, les bûcherons ont peur de rentrer couper du bois dans le parc. Tout ça c'est grâce au PIF et à la Commune. Nous les remercions infiniment».



S.M. Sié Félix OUATTARA, président du comité de gestion de la forêt communale de Diébougou :

« Cette forêt est un joyau pour nous.

C'est le cœur de notre commune ».



« Cette forêt est un joyau pour nous. C'est le cœur de notre commune. C'est le poumon écologique de la ville de Diébougou. S'il est encore là aujourd'hui c'est grâce à nos ancêtres qui ont pu la conserver. Nous à notre tour, nous devons la conserver également pour les générations futures. Avant la clôture, il y avait toutes sortes de pressions. Les gens rentraient couper le bois en cachette et ressortaient sans qu'on ne sache. Aussi, il y a des bandits qui y avaient élu domicile. Mais depuis que nous avons mis la clôture, ces agressions n'existent plus. Quand c'est clôturé, c'est sécurisé aussi bien pour la forêt elle-même que pour la population. Notre Comité de Gestion veillera à l'entretien de la forêt. Nous travaillerons à renforcer la surveillance pour renforcer le niveau de sécurité. Enfin, nous continuerons à planter des arbres à l'intérieur pour les générations futures ».



Lt. Mahamoudou SAWADOGO, chef de service départemental de l'environnement /commune de Boromo:

« Le verger de Virou s'étant sur 5ha. Il a été réalisé dans le cadre du PDIC/REDD+ de la commune de Boromo ».

« **L**e verger de Virou s'étant sur 5ha. Il a été réalisé dans le cadre du PDIC/REDD+ de la commune de Boromo. Les populations ont choisi de l'aménager et nous les avons accompagnées dans ce sens. Ce verger va contribuer atténuer les effets des changements climatiques. Il va également permettre de séquestrer du carbone afin de lutter contre le changement climatique. Enfin, ce verger va créer un microclimat que sera bénéfique à la population toute entière. Nous avons opté de planter des arbres fruitiers. Donc à long terme, les populations pourront consommer les fruits de ces arbres. Nous avons été beaucoup soutenus par le PIF. Nous avons contribué au choix des sites, nous avons priorisé des plants adaptés au sol et à la zone. Enfin, nous avons contribué à mettre en place le Comité de Gestion du verger chargé d'assurer sa pérennité. Les membres du Comité ont été formés aux techniques modernes de gestion. La population a adopté une charte qui fixe les règles d'usage par rapport aux espaces de conservation et au verger. Elles ont convenu d'un certain nombre de sanctions en cas de manquement. ».



Yéléfo NEYA, président du Comité de Gestion du Verger de Boromo:

« Nous avons réalisé ce bosquet pour lutter contre le changement climatique. Nous avons choisi de planter des arbres fruitiers .»



«**N**ous avons réalisé ce bosquet pour lutter contre le changement climatique. Nous avons choisi de planter des arbres fruitiers. Ça va contribuer à l'alimentation de nos familles. Le Comité de Gestion est composé de sept (07) personnes. Nous avons un groupe d'appui composé d'une vingtaine de personnes. Nous nous sommes organisés en équipe pour l'arrosage des plants. Chaque trois jours, une équipe vient arroser les plantes. Nous avons une bonne collaboration avec la mairie. Nous souhaitons qu'en plus du puits, le PIF puisse nous aider à mettre en place un forage à exhaure solaire ça va faciliter la tâche à tous ceux qui s'occupent du verger. Je ne souhaite pas que le PIF prenne fin parce que c'est une fierté pour nous. Aujourd'hui c'est Virou qui a bénéficié du projet. Mais mon souhait est que tous les villages de la commune de Boromo puissent bénéficier du PIF ».



Lt. Yacouba TRAORE, chef de service départemental de l'environnement /commune de ZAMO:

« forêt villageoise de Zinè s'étend sur une superficie de 10 ha. Elle a été identifiée en 2018 comme espace de conservation dans le cadre du Projet de Développement Intégré Communal pour la REDD+ de Zamo».



«La forêt villageoise de Zinè s'étend sur une superficie de 10 ha. Elle a été identifiée en 2018 comme espace de conservation dans le cadre du Projet de Développement Intégré Communal pour la REDD+ de Zamo. En 2019, nous avons procédé à un enrichissement de la forêt à travers des reboisements. 4000 espèces ont été mises en terre dans cette forêt. Il s'agit d'espèces utilitaires comme le *Khaya senegalensis*, le *Parkia Biglobosa*, le *Tamarindus Indica*, et l'*Adansonia Digitata* et d'autres espèces. Le taux de survie est de 93%. Nous avons aidé les populations riveraines de la forêt à mettre en place un comité de gestion de la forêt. Cet espace de conservation a été un facteur d'engagement des populations pour la protection de l'environnement. Avec les sensibilisations, elles ont compris que si elles entretiennent la forêt, en retour la forêt leur donnera de quoi manger ; c'est-à-dire les Produits Forestier Non Ligneux (PFNL) et le gibier. ».



Kouabena IDO, Président du Comité de Gestion de la forêt villageoise de Zinè / Commune de Zamo:

« Le comité de Gestion est composé de 7 personnes choisies par la population du village. Nous avons reçu des formations pour mieux protéger la forêt. »



« Le comité de Gestion est composé de sept (07) personnes choisies par la population du village. Nous avons reçu des formations pour mieux protéger la forêt. Ce sont les agents de l'environnement qui nous ont donné ces formations. À la suite des formations, nous avons planté des arbres dans la forêt pour renforcer le couvert végétal. Tous les arbres qui ont été plantés sont protégés par des grilles. Après la saison des pluies, nous procédons à l'ouverture des pare-feu afin de prévenir les dégâts des feux de forêt. En plus de cela, nous assurons une surveillance périodique de la forêt afin de dissuader toute personne qui serait tentée de couper les arbres ou de conduire son troupeau à l'intérieur pour des besoins de pâturage. Toutes ces activités sont organisées de façon collégiale avec les jeunes du village. Nous remercions le PIF de nous avoir aidés à préserver cette forêt. Si elle venait à disparaître, nos vies seraient en danger. En effet, cette forêt nous fournit des médicaments traditionnels ; du gibier pour la consommation familiale, et des produits forestiers non ligneux pour les petits commerces de nos épouses. Nous allons travailler à la conserver le plus longtemps possible ».



**Des parc de vaccination pour sécuriser
les acteurs de l'élevage et lutter contre la
coupe du bois vert**

Amédée TIENDREBEOGO, chef de zone d'appui technique en l'élevage / commune de Sapouy:

« Avec le parc de vaccination, ce sont des milliers d'arbres qui sont sauvés »



« Le parc est situé dans le village de Galo et peut contenir environ 400 têtes de bovins. Il est composé d'une aire de stationnement et d'un couloir de contention qui peut contenir 15 têtes pour la vaccination. Avant, les parcs étaient réalisés en bois avec pour seule composante l'aire de stationnement. Les techniciens et les éleveurs étaient en insécurité parce qu'il fallait se battre avec les animaux à l'intérieur du parc pour pouvoir les vacciner. Dans cet exercice des agents ont été sérieusement blessés ; d'autres ont même perdu la vie à la suite des coups de cornes. Mais avec le nouveau parc, ce problème d'insécurité est résolu. Le second avantage c'est la facilité de travailler. Avant, il fallait s'organiser pour immobiliser l'animal à vacciner. Ce qui était dangereux et assez difficile comme exercice. Mais avec le couloir de contention, le technicien est hors du parc. Ce qui lui permet d'avoir accès facilement aux animaux pour les vacciner. Le dernier avantage qui est tout aussi important est le fait que les parcs modernes réalisés en métal permettent de sauver les arbres. En effet, par le passé, pour réaliser un parc de vaccination en bois, il

fallait abattre au moins 400 pieds d'arbre. L'exercice pouvait être renouvelé plusieurs fois dans l'année car les parcs en bois se dégradent facilement. Avec le nouveau parc de vaccination, ce sont des milliers d'arbres qui sont conservés.



Maxime OUEDRAOGO, Président du Comité de Gestion du parc de vaccination de Galo / Commune de Sapouy:

« Pour mieux gérer le parc, nous avons instauré une contribution de 25 francs CFA par tête à vacciner ».



« L'arrivée de ce parc a contribué à améliorer nos relations avec les services des eaux et forêts. Avant, les parcs étaient réalisés avec du bois. Cela occasionnait des incompréhensions avec le service des eaux et forêts. Avec le parc métallique, il n'est plus question d'aller couper des arbres. Ce qui va contribuer à l'amélioration de nos relations avec les agents des eaux et forêts. Pour mieux gérer le parc, nous avons instauré une contribution de vingt-cinq francs (25) FCFA par tête à vacciner. Avec les recettes, nous allons voir comment réaliser un parc de vaccination pour petits ruminants. Mais dans l'immédiat, l'objectif des contributions financières, c'est de pouvoir réparer les éventuels dégâts qui viendraient à se produire sur l'infrastructure.



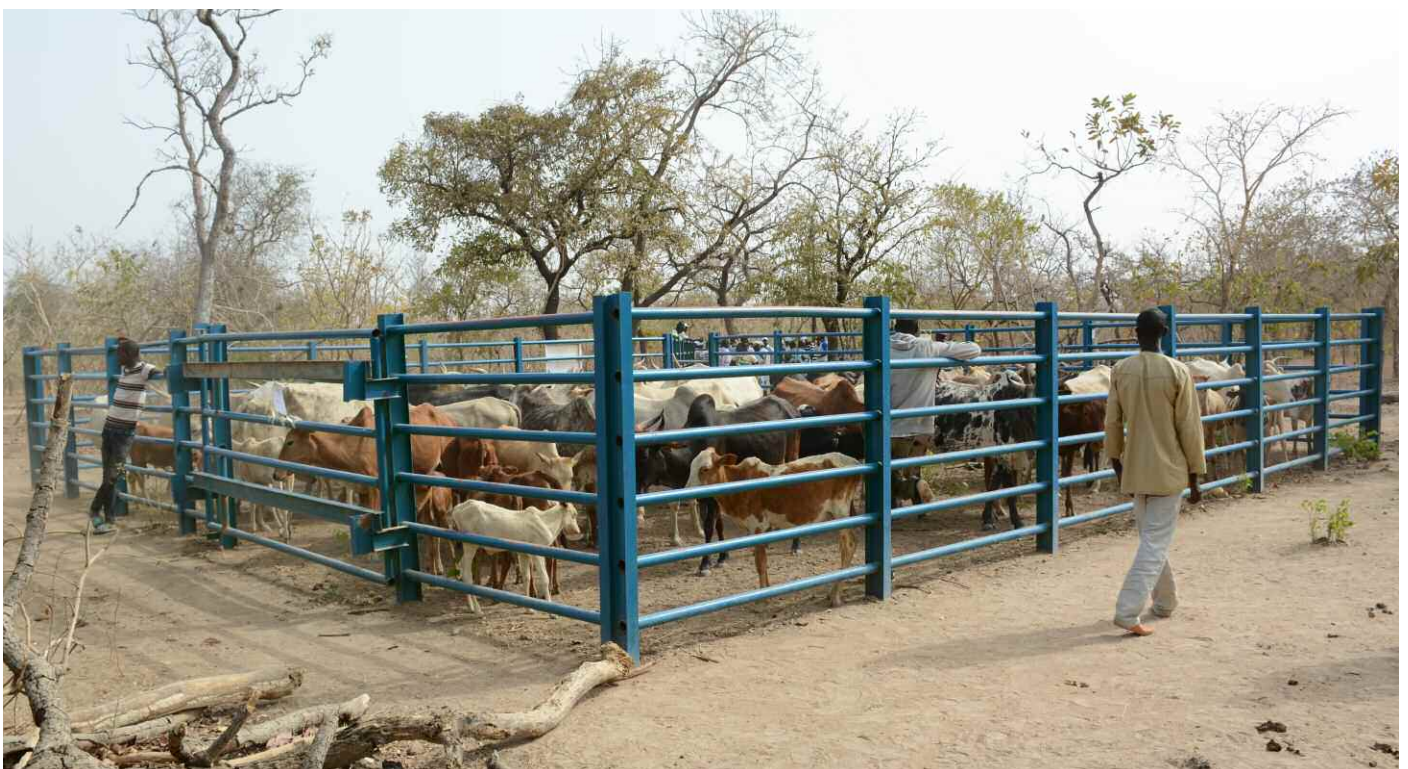
Les parcs traditionnels étaient réalisés en bois

Bouranou TRAORE, chef de zone d'appui technique en élevage / commune de Siby:

« Les parcs de vaccination réalisés par le PIF viennent améliorer nos conditions de travail. Avant il fallait terrasser les animaux avant de les vacciner. »



« Les parcs de vaccination réalisés par le PIF viennent améliorer nos conditions de travail. Avant il fallait terrasser les animaux avant de les vacciner. Aujourd'hui, le travail est plus technique. Il n'y a plus de violence et les risques de blessures sont grandement minimisés. Les éleveurs sont très contents. Avec le parc métallique, il faut au maximum deux personnes pour traiter les animaux. Dans le temps, il en fallait au moins une vingtaine pour traiter une centaine de bêtes. Les parcs réalisés par le PIF sont d'autant plus complets en ce sens qu'ils intègrent à la fois les aires sécurisées de vaccination, les forages pastoraux et des incinérateurs pour brûler les intrants utilisés pour le traitement. Dans la commune de Siby, il n'y a que quatre (04) parcs de vaccination pour huit (08) villages. Ce n'est pas facile, surtout en saison pluvieuse. Nous avons eu la chance que le PIF a ouvert des pistes d'accès. Il faut saluer l'approche intégrée développée par le PIF ».



Adjaratou NAYAGA / SAWADOGO, cheffe de zone d'appui technique en d'agriculture / Commune de Siby :

« Un parc de vaccination est une bonne infrastructure pour le secteur de l'agriculture. »



« *U*n parc de vaccination est une bonne infrastructure pour le secteur de l'agriculture. Les animaux conventionnés dans les parcs produisent beaucoup de fumures organiques à partir de leurs déjections. On peut utiliser cette fumure organique pour améliorer les sols pour la production agricoles. Les pistes d'accès sont

également importantes. Elles permettent de faciliter le passage des animaux sans empiéter sur les champs des agriculteurs. Cela contribue à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Nous souhaitons que le PIF multiplie ces infrastructures pour toucher tous les villages de la commune de Siby.»

**Des forages pastoraux qui
changent la vies des femmes, des hommes
et des animaux**

Kadidiatou DIALLO, représentante des femmes bénéficiaires du forage pastoral de Galo / commune de Sapouy:

« Ce forage vient nous soulager énormément. Avant, les femmes devaient se lever très tôt, parcourir une distance de 6 à 7 Km pour aller au barrage afin de s'approvisionner en eau. »



« Ce forage vient nous soulager énormément. Avant, les femmes devaient se lever très tôt, parcourir une distance de six (06) à sept (07) Kilomètres (km) pour aller au barrage afin de s'approvisionner en eau. L'eau du barrage est boueuse, mais c'est elle que les hommes et les animaux consommaient. Résultats, les enfants avaient fréquemment des maux de ventre. Quant aux femmes, elles souffraient de maladies urinaires. Nos plats et nos habits étaient constamment sales parce que l'eau était boueuse. Aujourd'hui, tout cela relève du passé. Les maladies infantiles liées à la consommation de l'eau impropre ont pratiquement disparu. Les femmes du village sont moins malades. Leurs habits sont plus propres et elles-mêmes sont plus présentables parce qu'elles utilisent désormais une eau propre pour l'hygiène de toute la famille. Nous sommes infiniment reconnaissants au Programme d'Investissement Forestier (PIF). ».



Adama DIALLO, président du comité de gestion du forage pastorale de Galo / Sapouy:

« Nous remercions le PIF de nous avoir offert ce forage pastoral. Il y a au moins 300 ménages qui vont bénéficier directement des avantages de ce forage. »



« Nous remercions le PIF de nous avoir offert ce forage pastoral. Il y a au moins 300 ménages qui vont bénéficier directement des avantages de ce forage. Pour mieux le gérer, nous avons convenu que chaque famille débourse la somme de 3000F CFA par an pour avoir accès au forage. Le versement de ce montant autorise aussi bien les membres de la famille que les animaux domestiques à avoir accès à l'eau potable. L'argent qui sera récolté servira non seulement à entretenir le forage (maintenance et réparation des pannes), mais aussi à appuyer les jeunes et les femmes dans leurs petites activités génératrices de revenus sous forme de prêt ».



Dramane BOLY, président du comité de gestion du forage pastoral de la Commune de Zamo : *« Le forage pastoral réalisé par le PIF très important pour nous et pour nos animaux ».*



« *L*e forage pastoral réalisé par le PIF est très important pour nous et pour nos animaux. Désormais, tout le monde boit de l'eau potable ; même les animaux. Avant, nous souffrions beaucoup. Il fallait parcourir trente (30) kilomètres pour que les animaux aient à boire au marigot. Quant aux hommes, il fallait parcourir au moins vingt (20) Kilomètres pour avoir de l'eau potable. Mais avec le forage, les distances sont réduites et tout le monde est content. Avec le PIF, il a été convenu de ne plus couper le bois vert dans les espaces de conservation. Si vous faites un tour dans les espaces dont je parle, vous verrez que la végétation est intacte. C'est la contrepartie que nous devons consentir pour bénéficier du forage. Aujourd'hui, il y a jusqu'à trois (03) abreuvoirs au niveau du forage. Cela permet beaucoup d'animaux de s'abreuver. Que le forage soit toujours là, nous avons convenu de ce qui suit : chacun doit déboursier la somme de dix franc (10) CFA pour un bidon de vingt litres (20 L) d'eau ; s'il s'agit d'un fus de cent litres (100L), il faudra déboursier cent vingt-cinq franc (125) CFA. ».



**Des technologies innovantes pour
réduire les pressions sur les espaces boisés
et des jardins maraîchiers pour diversifier
les activités génératrices de revenus des
bénéficiaires**

Nontourna KAMBOU, Dolotière / commune de Tiankoura:

« Beaucoup de femmes de la commune de Tiankoura ont adopté les foyers améliorés ».



« C'est le PIF et la commune qui nous ont formés à la fabrication du foyer amélioré. Mais avant, ils nous ont expliqué les avantages qu'il y a à utiliser les foyers améliorés. Après avoir bien compris que c'est quelque chose qui allait m'arranger, j'ai entamé la fabrication de mon foyer. Avant que je n'adopte le foyer amélioré, j'utilisais une charretée de bois pour deux cycles de cuissons de mon dolo ; mais depuis que j'utilise le foyer amélioré, la même charretée me permet de faire quatre cycles de cuisson ; et même qu'il va en rester une petite quantité. Avant j'avais des problèmes de santé. La fumée qui se dégageait me faisait mal aux yeux. J'avais également des problèmes pour bien respirer. Mais avec le foyer amélioré, ces problèmes relèvent du passé. Beaucoup de femmes de la commune de Tiankoura ont adopté les foyers améliorés. Vraiment, il n'y a rien à dire. Avec le foyer amélioré, les femmes sont plus à l'aise pour faire la cuisine ; et ça, c'est grâce au PIF. ».



Zakaria Dicko, chef de service départemental en charge de l'environnement / Tiankoura:

« Sur le plan environnemental, les foyers améliorés permettent de réduire la consommation du bois de chauffe ».



« Dans le cadre du PDIC/REDD+ de la commune de Tiankoura, ce sont deux cent (200) femmes qui ont été formées à la fabrication et à l'utilisation des foyers améliorés du type trois (03) pierres et du type « dolo ». Chacune des 200 femmes a construit deux (02) foyers. Au total, ce sont quatre cent (400) foyers améliorés qui ont été réalisés. À leur tour, les deux cent (200) femmes ont formé deux cent (200) autres femmes qui ont réalisé chacune un foyer amélioré. Le nombre de foyers améliorés réalisés dans la commune est de six cent (600).

Sur le plan environnemental, les foyers améliorés permettent de réduire la consommation du bois de chauffe. Selon des productrices de dolo par exemple, avec les foyers améliorés, elles arrivent à économiser 4 charretées de bois pour un seul cycle de cuisson. Il est donc évident que c'est un outil qu'il faut vulgariser. Au-delà de l'économie en bois, les foyers améliorés contribuent à l'amélioration des conditions de vie des femmes qui les utilisent. ».

Guiè NEYA, président du comité de gestion du jardin maraîcher de virou dans la Commune de Boromo:

« Grace au PIF, nous avons mis en place une coopérative pour mieux organiser notre activité »

« Nous faisons du jardinage depuis longtemps. Ici à virou, nous autres, nous n'avons rien d'autre à faire si ce n'est le jardinage. Grâce au projet, nous avons pu améliorer notre activité. Avec le PIF, nous avons mis en place une coopérative pour mieux organiser notre activité. La coopérative compte 500 personnes dont 300 hommes et 200 femmes. Le fait de se mettre en coopérative nous permet de travailler ensemble, de sorte à ce que chacun puisse rentabiliser son activité. Le jardin est important pour nous à double titre. D'abord, nos familles consomment les légumes que nous produisons. Ensuite, les femmes ont arrêté la coupe et la vente du bois. Elles travaillent désormais dans le jardin. Avant l'arrivée du PIF, le jardin était petit, aujourd'hui il est grand et il y a assez d'espace pour tout le monde. L'accès à l'eau était difficile; aujourd'hui les puits réalisés par le projet ont résolu ce problème. Enfin, le jardin n'était pas clôturé, donc les animaux rentraient brouter nos spéculations. Les accrochages avec les bergers ne manquaient pas. Aujourd'hui, tout cela relève du passé. »



Patindeba Nestor ZIDOUEMBA

chef de zone d'appui technique en Agriculture / Commune de Boromo

« les jardins maraichers contribuent à la préservation des ressources naturelles. Ce qu'il faut ajouter également c'est que les jardins maraichers réalisés par le PIF sont destinés à des groupes vulnérables..»



«L'aménagement d'un jardin maraîcher a un impact certain sur l'environnement. Sans ce type d'aménagement, les populations n'ont pas d'autres options que de couper et vendre du bois pour gagner leur pain quotidien. A contrario, une fois qu'un jardin maraîcher est mis en place, les jeunes et femmes s'investissent dans la production, non seulement pour leur propre consommation, mais aussi pour vendre et avoir des revenus. De ce point de vue, les jardins maraichers contribuent à la préservation des ressources naturelles. Ce qu'il faut ajouter également c'est que les jardins maraichers réalisés par le PIF sont destinés à des groupes vulnérables. Ce sont des jeunes qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école ou des femmes en situation de vulnérabilité (veuve, femme âgée sans soutien...) qui les exploitent. Donc en plus de préserver l'environnement, les jardins maraichers du PIF contribuent à lutter contre la pauvreté. Il est rare de voir un programme qui a investi dans la production maraîchère comme le PIF. Nous avons organisé les producteurs en coopérative dans laquelle chacun connaît son rôle. Ensuite, nous les avons accompagnés pour le choix du site et sa sécurisation. Nous avons enfin formé les producteurs aux itinéraires techniques de la production, spécifiquement l'oignon. Pour ma part, c'est la première fois que je vois un jardin de 10ha aménagé pour un village. En termes de prévision, nous attendons 15 tonnes d'oignon à l'hectare, soit un total prévisionnel de 150 tonnes d'oignon sur les 10ha aménagés. Ce sera bénéfique aux producteurs en termes de revenus tout en comblant le déficit de produits maraichers dans la commune de Boromo».



**Développer les chaînes de valeur
et soutenir les activités génératrices de
revenus des femmes**

Bénédéou IDO : Apiculteur de la commune de Zamo

« Nous avons bénéficié de 10 ruches. Mais avant l'arrivée des ruches, nous avons été formés. »

« Dans le cadre du PDIC/REDD+ de la commune de Zamo, nous avons bénéficié de 10 ruches. Mais avant l'arrivée des ruches, nous avons été formés pendant une semaine aux techniques d'entretien de la ruche et à la récolte du miel. Après la formation nous avons placé les ruches dans la forêt. Nous avons constaté une grande différence avec l'apiculture traditionnelle. Avant, nos parents plaçaient les ruches en paille dans les arbres. Il fallait donc monter pour récolter. Aujourd'hui, les ruches sont au sol. La récolte est donc plus facile. Nous avons également constaté qu'avec les ruches modernes, nous n'avons pas besoin de feu pour récolter. Cette ancienne méthode causait la mort des abeilles. De nos jours, une petite fumée suffit pour dégager les abeilles afin de récolter tout en les gardant en vie. Nous avons également constaté que les quantités ont augmenté. Avant, on ne rêvait même pas de pouvoir récolter vingt litres (20 L) de miel en une campagne. Aujourd'hui, c'est possible ».



Rasmané CONGO, Jeune apiculteur de la commune de Doulongou:

« Avec cette nouvelle miellerie, nous récoltons sur place,
nous stockons sur place et nous vendons sur place ».



« Nous sommes neuf (09) jeunes apiculteurs à bénéficier de l'accompagnement du PIF avec des ruches. Nous avons été formés par le PIF aux techniques modernes. Avant cette formation, nous pratiquions une apiculture plutôt traditionnelle avec des ruches en paille et le feu comme moyen pour récolter le miel. Résultat, beaucoup d'abeilles mouraient au contact des flammes. Aussi, les quantités récoltées étaient assez faibles. Avec les différentes formations, cette année j'ai eu au moins quatre cent vingt mille francs (420 000) CFA comme bénéfice de l'apiculture. Avec cet argent j'arrive à scolariser mes enfants et j'arrive à soigner les membres de ma famille. Avant, Nous récoltions le miel ici à Silemba pour le transporter jusqu'à Galo, village situé à une vingtaine de kilomètres pour le vendre. Mais avec cette nouvelle miellerie, nous récoltons sur place, nous stockons sur place et nous vendons sur place. Mais il nous faut travailler pour mieux mobiliser la clientèle ».



Céline MEDA / DABIRE

présidente de l'Association Timinatura de Disshin (Région du Sud-Ouest).

«En ce qui me concerne, si avant je gagnais 100F, aujourd'hui, avec la boutique et la vente groupée, je peux gagner 500F par jour et même plus».



«**N**otre association compte soixante-quinze (75) membres, toutes des femmes. Nous faisons la transformation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), mais nous pratiquons aussi l'agriculture. En matière de transformation des produits forestiers non ligneux, nous transformons les amandes de karité en beurre, les feuilles de moringa en poudre, les graines de néré en soumbala et le pain de singe en divers produits alimentaires. Nous séchons également des feuilles de baobab pour en faire de la poudre. Concernant l'écoulement, il faut reconnaître qu'avant, chacune des membres vendaient ses produits individuellement à la maison ou au marché. C'était difficile d'avoir de la clientèle mais dans le cadre du projet de développement intégré communal pour la REDD+ de la commune de Dishin, une boutique de vente de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) a été réalisée par la mairie avec l'appui financier du Programme d'Investissement Forestier (PIF). Pour un bail annuel de dix mille francs (10 000) CFA, l'association Timinatura s'est engagée à

exploiter la boutique. Le premier avantage est que nous avons plus de visibilité et un seul point de vente reconnu. Deuxièmement la boutique est un lieu de rassemblement qui contribue à renforcer la cohésion entre les membres du groupement. Avant chacun vendait ses produits individuellement. De nos jours, nous vendons en groupe et ça rapporte mieux qu'à l'échelle individuelle. En ce qui me concerne, si avant je gagnais cent francs (100) CFA, aujourd'hui avec la boutique et la vente groupée, je peux gagner cinq cent (500) CFA par jour et même plus. À quelques mètres de la boutique, un forage positif a été implanté pour faciliter l'accès des femmes à l'eau. Au-delà des productrices du groupement Timinatura, c'est à toute la communauté que profite le forage. Le problème d'eau étant résolu, nous demandons de l'aide pour avoir une usine de transformation des amendes de Karité. Cela va nous permettre de produire beaucoup plus de beurre de Karité. Nous souhaitons également qu'on nous aide avec des formations à la transformation de certains produits forestiers non ligneux en jus.

Madeline BELEM, présidente du groupement Rélwend paam panga / commune de Doulougou

« Avant, certaines femmes coupaient le bois pour vendre. Mais depuis qu'elles fabriquent et vendent le savon, elles ont abandonné ces pratiques ».

« Notre groupement regroupe quarante (40) femmes. La fabrication du savon est une de nos principales activités. Avant, certaines femmes coupaient le bois pour vendre. Mais depuis qu'elles fabriquent et vendent le savon, elles ont abandonné ces pratiques. Nous produisons le savon nous-mêmes et nous les revendons à nous-mêmes. La fabrication et la vente du savon sont bénéfiques pour nous les femmes. Avant il fallait déboursier deux cent cinquante franc (250) CFA pour avoir du savon au marché. Mais avec la nouvelle savonnerie, nous économisons car nous achetons le savon à cent (100) franc CFA ce qui nous permet d'économiser cent cinquante (150) francs CFA. C'est grâce à la commune de Doulougou et au PIF que cela a été possible. Pour le moment nous ne produisons que du savon liquide. Nous sollicitons un appui pour renforcer nos capacités afin de diversifier nos produits avec la fabrication des boules de savon ».



**Promotion des bonnes pratiques
agro-sylvo-pastorales de Gestion Durable
des Terres (GDT)**

Bibata RAKISTABA, Productrice relais du PIF Commune de Tchériba:

« je ne pouvais pas avoir plus de 20 sacs de maïs à la fin de chaque campagne. Mais depuis que le PIF m'a appris à produire la fumure organique, je peux avoir plus de 100 sacs à la fin de la campagne ».



« Avec le Programme d'Investissement Forestier (PIF), nous avons bénéficié de plusieurs formations. Mais ce qui a retenu mon attention, c'est la formation à la réalisation et l'entretien de fosses fumières. Personnellement, depuis que j'ai adopté la technique, j'ai constaté que ma production a augmenté sur le plan quantitatif. Si je prends le cas du maïs, avec l'engrais chimique, je ne pouvais pas avoir plus de 20 sacs à la fin de chaque campagne. Mais depuis que le PIF m'a appris à produire la fumure organique, je peux avoir plus de cent (100) sacs à la fin de la campagne. Avec l'appui du PIF j'ai réalisé deux fosses. Par la suite, moi-même j'ai réalisé deux autres fosses. Ce qui porte le nombre de mes fosses fumières à quatre (04). En plus d'utiliser la fumure

organique dans mes champs, j'en ai vendu un peu. Dans le secteur de l'élevage, le PIF nous a appris à mieux élever la volaille. Avant cette formation, à partir de 10 poulets, je ne pouvais pas avoir plus de quarante (40) autres après la reproduction. Aujourd'hui, à partir des dix (10) poulets, je peux me retrouver avec cent (100) poulets. Sur la centaine, j'en vends au moins soixante (60) pour résoudre mes problèmes. Aujourd'hui nous savons comment fabriquer les aliments pour la volaille. Après toutes les formations que j'ai reçues du PIF, j'ai constaté que j'arrive à mieux contribuer à la gestion de ma famille. La scolarisation et la santé des enfants ne sont plus des soucis majeurs pour moi. Même la qualité de l'alimentation de la famille s'est améliorée ».

Oumarou OUEDRAOGO, Producteur relais du PIF / Commune de Gassan:

« L'année dernière (2019) la saison n'a pas été bonne. Il a moins plu, mais grâce à la technique du Zaï, j'ai récolté trente (30) sacs de maïs».



«**D**ans le cadre de la promotion des bonnes pratiques agro-sylvo pastorales de gestion durable des terres, j'ai expérimenté les cordons pierreux. J'ai également pratiqué le Zaï sur deux (02) hectares. C'est grâce au PIF que j'ai appris à pratiquer le Zaï. L'année dernière (2019) la saison n'a pas été bonne. Il a moins plu, mais grâce à la technique du Zaï, j'ai récolté trente (30) sacs de maïs. Sans la technique du Zaï, je ne pouvais

pas avoir cette quantité de maïs. Cette année (2020) la saison est bonne. Il pleut bien. J'ai encore pratiqué le Zaï je suis certain que j'aurai plus de trente (30) sacs de maïs. Mon champ est devenu une école pour d'autres producteurs. Beaucoup d'autres producteurs sont venus me voir pour que je les apprenne à mettre en pratique la technique du Zaï. C'est avec plaisir que je partage avec eux ce que le PIF m'a appris».

Olivier PARE, Entrepreneur agricole / Commune Dédougou

« J'ai mis en pratique toutes les bonnes pratiques en matière de Gestion Durable des Terres (GDT) que le PIF nous a apprises. »



« J'ai mis en pratique toutes les bonnes pratiques en matière de Gestion Durable des Terres (GDT) que le PIF nous a apprises. Si je prends le cas des cordons pierreux, c'est une technique qui m'a permis de densifier ma production. Sans les cordons pierreux, je perdais de l'eau, je perdais même les éléments nutritifs de mes terres. Je suis sur un terrain qui a une pente. Donc l'eau de pluie ne stagne pas. Elle coule seulement. Avec les cordons pierreux, j'ai pu récupérer un virgule cinq hectare (1.5 ha) de terres sur lesquelles j'ai cultivé du maïs. Avant que je n'adopte les cordons, je récoltais quatre tonnes (04 t) de maïs à l'hectare. Mais depuis que j'ai adopté cette bonne pratique, je peux récolter 6 tonnes de maïs à l'hectare. Si je prends le cas des cultures

fourragères, j'ai connu de nouvelles variétés grâce au PIF. Il s'agit par exemple de la *Sariaso16*, le *Cajanus Caja* et de la *Dolichos Lablab* que je ne connaissais pas. Aujourd'hui, toutes ces productions fourragères sont dans ma ferme. A présent, je sais comment les faucher, les sécher et les conserver. A mon niveau, quatre-vingt pour cent (80 %) de ma production fourragère part à la vente. Les vingt pour cent (20 %) sont réservées pour mes animaux qui sont en stabulation. Je récupère la fumure organique pour alimenter mes fosses fumières. Ce que je vends est très important. Ça me permet de nourrir ma famille et de scolariser mes enfants. La production fourragère, j'en ai fait mon travail. Je souhaite que ma ferme devienne une ferme école ».

Salam BAKOUAN, Producteur relais du PIF / Commune de Dassa:

« Depuis que j'ai commencé à faire les diguettes, tout va bien ».



« J'ai un hectare et demi (1,5) hectare. J'ai emblavé du maïs sur un (01) hectare et du riz sur zéro virgule cinq (0,5) hectare. Dans le cadre des activités du PIF, j'ai appris à faire des diguettes. Avant, le terrain était plat. L'herbe ne poussait pas. On ne travaillait même pas ici. Depuis que j'ai commencé à faire les diguettes, tout va

bien. L'année passée j'ai récolté quatre (04) tonne de maïs. Avant, je ne pouvais même pas récolter avec une (01) tonne. En saison pluvieuse, je fais le maïs et le riz. En saison sèche je fais du maraîchage. J'ai fait construire un château d'eau dans le champ pour faire de la goutte à goutte en saison sèche.

Boureima BAYILI, Agriculteur / commune de Dassa

« Sans la fumure organique, je n'allais même pas avoir un seul sac de maïs ».



« J'avais une fosse, mais je ne savais pas comment faire pour décomposer cette fumure-là. Mais avec la formation du PIF, je sais désormais comment entretenir ma fosse. J'utilise désormais de la fumure organique. Le sol s'enrichit et les récoltes sont bonnes. L'année passée, c'était la première fois que j'expérimentais la fumure organique. Bien que la saison des pluies fût mauvaise, j'ai récolté une tonne de maïs sur sept hectares (7 ha). Sans la fumure organique, je n'allais même pas avoir un seul sac de maïs ».



Bouranou TRAORE, chef de zone d'Appui technique en élevage du département de Siby

« Le PIF nous a impliqué dans ses activités de promotion des bonnes pratiques de Gestion Durable des Terres (GDT) dans le secteur de l'élevage ».

« **L**e PIF nous a impliqués dans ses activités de promotion des bonnes pratiques de Gestion Durable des Terres (GDT) dans le secteur de l'élevage. Il s'agit spécifiquement de la fauche et de la conservation du fourrage naturel, la fauche et la conservation des résidus de récolte, la collecte des gousses et leur valorisation par le broyeur polyvalent. Avec ces trois bonnes pratiques, nous avons voulu réduire la pression que les éleveurs exercent sur les ressources forestières, notamment dans la forêt classée de Soroboli. Ce que nous constatons déjà est que les animaux ne divaguent plus. Ils sont en stabulation. De plus en plus les éleveurs pratiquent l'embouche, ce qui permet d'avoir de la viande de bonne qualité et du lait en quantité. J'ai suivi tous les trois producteurs relais qui étaient à ma charge et je vois qu'ils sont très appliqués dans l'utilisation des techniques qu'ils apprennent. Si l'exercice doit continuer, nous souhaitons que les producteurs relais soient érigés en producteurs modèles et leurs exploitations en champs écoles. Cela permettra à un grand nombre de producteurs d'avoir accès aux bonnes pratiques ».



Adjaratou NAYAGA / SAWADOGO, chef de zone d'appui technique en agriculture / département de Siby

« Nous les techniciens nous avons été formés d'abord.

**Ensuite, nous avons formés les producteurs relais. A leur tour
ils ont formé leurs collègues. »**



« Il faut dire que depuis que nous avons engagé les formations aux bonnes pratiques de gestion durable des terres dans le secteur de l'agriculture, il est très rare de voir un producteur de la comme de Siby se lancer dans la production agricole sans produire au préalable de la fumure organique. La physionomie des plants dans les différents champs confirme cela. En tout cas la pratique de la fumure organique a pris de l'ampleur après la formation GDT que nous avons faite avec les producteurs relais. L'approche du PIF est bonne. Nous les techniciens nous avons été formés d'abord. Ensuite, nous avons formés les producteurs relais. A leur tour ils ont formé leurs collègues. C'est une approche en cascade qui permet de mieux disséminer les savoirs et les savoir-faire de façon durable. Chaque jour, il y a des producteurs qui cherchent à s'approprier les bonnes pratiques. C'est un peu comme un arbre qui est en train de faire des branches. Concernant le suivi, le fait que les agents du développement du monde rural travaillent ensemble est très bénéfique. C'est un facteur de partage d'expériences et de connaissance. C'est une synergie très positive. »



Jules Aziz OUATTARA, chef de zone d'appui technique en l'agriculture / département de Douroula:

« Aujourd'hui, tous les producteurs que nous avons accompagnés ont réalisé des fosses fumières dans leurs maisons. »

« Dans le secteur de l'Agriculture, les bonnes pratiques qui ont été diffusées ce sont le compostage, les cordons pierreux et le Zaï. Ces trois bonnes pratiques ont été adoptées par beaucoup de producteurs à la suite des formations que nous avons dispensées dans le cadre des activités du PIF. Aujourd'hui, tous les producteurs que nous avons accompagnés ont réalisé des fosses fumières dans leurs maisons. L'indicateur le plus perceptible est que la demande en intrants (engrais chimiques) est assez faible cette année. Nous constatons également que les champs qui ont été amendés exclusivement avec de la fumure organique présentent une bonne physionomie. De façon générale les producteurs sont très intéressés par ces techniques. L'approche qui a consisté à faire du producteur relais un formateur a été un succès. Avant quand on donnait une formation à un producteur, il gardait jalousement ce qu'il a appris. Mais avec l'expérience du PIF, le savoir en matière de gestion durable des terres a été démocratisé. Aujourd'hui, les producteurs prennent du plaisir à partager les connaissances et les bonnes pratiques entre eux. En ce qui concerne les services techniques (Agricultures, élevage et environnement), le fait de travailler ensemble a permis de renforcer la cohésion entre nous. Chacun de nous apprend à mieux connaître les activités des autres. C'est une synergie qui est plutôt positive ».



Alpha SIDIBE : Aménagiste Planificateur du Développement Local (APDL) en charge des communes de Téchériba, Douroula et Dedougou :

« La GDT est venue comme une excroissance des
PDIC/REDD+, alors que c'est l'expérimentation pratique de la
REDD+ en milieu Rural ».



«*E*n matière de gestion durable des terres, il faut dire que la synergie avec les services techniques (Environnement, agriculture et élevage) est très bonne. Ce sont les services techniques qui sont chargés de l'encadrement technique. L'APDL vient en appui pour les accompagner. Il est un trait d'union entre le projet, les services techniques et les producteurs. Le projet (PGDFEB) a mis à la disposition des techniciens tous les moyens qu'il faut. Le problème majeur c'est l'accessibilité à certains sites, particulièrement en saison pluvieuse. C'est vrai qu'au départ il n'y avait que le PDIC/REDD+ comme approche à développer au niveau communal. La GDT est venue comme une excroissance des PDIC/REDD+. Alors que c'est l'expérimentation pratique de la REDD+ en milieu rural. Le fait de former le producteur est à saluer, mais je plaide pour que des visites commentées dans les exploitations modèles soient organisées au profit des producteurs qui n'ont pas encore intégré la GDT dans leurs activités. Ils verront concrètement les avantages des bonnes pratiques.»



GDT : 320 producteurs relais ont été formés pour et équipés par le

**Projet de Développement Intégré
Communal pour la REDD+ (PPDIC/REDD+) :
une approche innovante qui contribue au
développement dans les terroirs
communaux du Burkina Faso**

Sié PODA, Maire de la Commune de Tiankoura:

« les 140 millions que constitue la contribution du PDIC/REDD+ au financement de l'action communale sont très importants ».



« Dans le cadre de notre projet de développement intégré communal pour la REDD+, nous avons pu créer deux espaces de conservation. Celui de Niempiro et celui de Yèlèla. La superficie moyenne des deux espaces est de 10ha. Le fait d'ériger ces espaces en zone de conservation nous permet de préserver des espaces végétaux et animaux. Dans chacun des espaces de conservation nous avons également planté des arbres pour renforcer l'existant. Les 140 millions francs que nous avons reçus au départ ont beaucoup contribué à booster le développement de notre commune. Il y a neuf villages qui ont bénéficié directement des investissements issus du PDIC/REDD+. Il s'agit des jardins maraîchers, des basfonds aménagés pour l'agriculture, des parcs de vaccination, des foyers améliorés, etc. Une commune rurale comme la nôtre mobilise très peu de ressources. Chaque année, nous mobilisons entre 10 et 11 millions pour financer le budget communal. Soit un total de 50 ou 55 millions francs sur les cinq années. Dans un tel contexte, les 140 millions que constitue la contribution du PDIC/REDD+ au financement de l'action communale sont très importants. C'est une véritable opportunité et nous devons être reconnaissants vis-à-vis du PIF pour cela ».



Bernard BOUGOUMA, Secrétaire Général / mairie de Sapouy:

**«Le PDIC/REDD+ a été bien accueilli par les populations
et sa mise en œuvre s'est faite de façon participative».**

«La commune de Sapouy est fière d'avoir intégré le dispositif du Programme d'Investissement Forestier (PIF). Le PDIC/REDD+ a été bien accueilli par les populations et sa mise en œuvre s'est faite de façon participative. L'objectif Général de notre PDIC/REDD+ était de renforcer les capacités des espaces de conservation à séquestrer le carbone et lutter contre la pauvreté. Pour y parvenir nous avons opté d'améliorer la sécurisation des Unités d'Aménagement Forestier (UAF), de renforcer les capacités des différents acteurs au niveau local et améliorer la productivité des jeunes et des femmes. Ces options nous ont permis de réaliser des parcs de vaccination, de renforcer les capacités d'un jardin maraîcher géré par des femmes, de créer un jardin botanique dans le lycée départemental de Sapouy et de mener beaucoup d'autres activités. Nous sommes donc être reconnaissants vis-à-vis du PIF.



Bakalan IDO, Maire de la Commune de Zamo:

«Le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés a contribué au développement de notre commune».



«Le PGDFEB est un projet que nous avons bien accueilli. Ce sont les acteurs au niveau local qui ont fait la planification des activités du PDIC/REDD+. Dans la mise en œuvre, c'est la mairie qui assure la maîtrise d'ouvrage. Il faut donc saluer cette approche participative qui a prévalu aussi bien dans l'élaboration que dans la mise en œuvre du projet. Le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) a contribué fortement au développement de notre commune. À côté des activités d'investissement, il y a l'information et la sensibilisation pour une gestion durable des espaces de conservation. Cela va permettre de réduire un tant soit peu les pressions anthropiques sur les espaces boisés. Les besoins des populations sont énormes dans tous les secteurs, y compris celui de l'environnement. Il faut donc que le PGDFEB puisse avoir une seconde phase. Pour ce qui concerne la commune de Zamo, nous souhaitons que s'il y a une autre phase, que nous puissions intégrer la forêt classée de Koualio dans le dispositif. En tout état de cause, s'il y a des actions que les maires peuvent mener pour permettre au projet d'avoir une seconde phase, je serai parmi les maires qui prendront les devants ».



Alphone SOMDA, Maire de la Commune de Diébougou:

« Dans le secteur de l'environnement, nous avons décidé de sécuriser les espaces de conservation ».



«**E**n réalité, les activités que nous avons menées avec le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a été bénéfiques dans plusieurs domaines. De façon spécifique, avec le PIF avons consenti des efforts pour développer les Activités Génératrices de revenus (AGR) des populations. Nous avons également investi dans la protection de l'environnement. Nous avons formé 600 femmes à la fabrication et à l'utilisation des foyers améliorés du type trois (03) pierres et du type dolo. Dans le secteur de l'environnement, nous avons décidé de sécuriser les espaces de conservation. En la matière, la forêt communale de Diébougou et le parc à Karité de Bapla Birifor. Quand vous regardez la forêt communale, elle est à l'image du Parc Urbain Bangr-Weoogo de Ouagadougou. Un véritable poumon vert au cœur de la ville. Nous avons donc fait le choix de le clôturer et de le sécuriser. Nous allons travailler à le réaliser à faire des ménagements à l'intérieur de la forêt communale pour le bonheur des populations. Quand vous prenez le parc à Karité de Bapla Birifor, il est tout à fait naturel, mais il a de la valeur pour les femmes il a de la valeur pour l'environnement. Donc nous avons décidé de clôturer

pour que les femmes puissent mieux l'exploiter dans la durabilité. Tous les espaces que nous avons clôturés avec l'aide du PIF ont été sécurisés sur le plan foncier. Ils font aujourd'hui officiellement partie du patrimoine communal. Que nous soyons là ou pas, les choses doivent pouvoir marcher.



GUIRA Souleymane, premier adjoint au Maire de la Commune de Boromo

« Le programme d'investissement forestier (PIF) a contribué à améliorer les conditions de vie de la population de Boromo ».

«L'intervention du Programme d'Investissement Forestier (PIF) a permis à notre commune de créer des espaces de conservation, de les enrichir et de sécuriser. Cette intervention a également permis de réduire les mouvements des populations vers ces espaces de conservation dans le but de les aggraver de quelque manière que ce soit. Le Programme d'Investissement Forestier (PIF) a contribué à améliorer les conditions de vie de la population de Boromo. En termes de sécurisation foncière, les sites sur lesquels les investissements ont été consentis ont été librement cédés par les propriétaires terriens à l'issue de rencontres d'information et de sensibilisation. Des actes de sessions amiables et des Procès-verbaux de remise des sites à la commune existent. Un travail a également été fait par le PIF en partenariat avec la Direction Générale des Impôts (DGI) pour que les sites des investissements soient des propriétés officielles de la commune. Le PIF a été une réponse aux préoccupations de la commune de Boromo».



Issifou GANOU, Maire de la Commune de Siby:

« Siby est une commune REDD+ aujourd'hui. C'est peut-être prétentieux de le dire, mais je le dis avec conviction ».



« **S**iby est une commune REDD+ aujourd'hui. C'est peut-être prétentieux de le dire, mais je le dis avec conviction parce qu'une bonne partie de notre territoire est couverte par la forêt de Soroboli. L'intervention du PIF nous a permis d'amorcer des aménagements dans la forêt. Des groupements ont été formés pour mener des activités de reboisement dans la forêt. Dans le cadre du PDIC/REDD+ de la commune, nous avons délimité un espace de conservation de trente (30) hectares dans le village de Bitiakô. Nous avons également délimité 20ha qui a été érigés en espace de conservation dans le village Siby. Nous avons réalisé des basfonds aménagés pour mener des activités agricoles en saison pluvieuse et des activités maraîchères en saison sèche. Nous sommes aussi une zone d'élevage, raison pour laquelle des parcs de vaccination et de forages pastoraux ont été réalisés. Enfin, des activités de Gestion Durable des Terres (GDT) ont également été réalisées pour inscrire les changements dans la durée ».



Daouda BARRY, Maire de la commune de Oury:

« Nous avons bénéficié d'un premier financement de cent quarante millions (140 000 000), ensuite un second financement de soixante-quinze millions (75 000 000). C'est rare qu'il y ait de tels flux financiers dans une commune comme la nôtre ».



« **N**otre PDIC/REDD+ s'est bâti autour de deux espaces de conservation. Le bosquet sacré de Oury et le bosquet sacré de Séréna. Dans chacun des deux bosquets, nous avons planté au moins dix mille (10 000) arbres. Nous avons mis en place des comités de gestion pour les deux espaces de conservation. La priorité de ces comités de gestion c'est de lutter contre les feux de brousse. Pour ce faire, nous avons mis à la disposition des comités de gestion des vélos et des téléphones portables pour faciliter la surveillance dans les espaces de conservation. Nous avons bénéficié d'un premier financement de cent quarante millions (140 000 000), ensuite un second financement de soixante-quinze millions (75 000 000).

Nous avons pu réhabiliter les deux espaces de conservation, aménagé quatre (04) basfonds rizicole et maraîcher, trois forages, dont un forage pastoral et un forage au niveau des espaces de conservation. Pour chaque infrastructure, un comité de gestion a été mis en place pour assurer la pérennité du fonctionnement. Il faut reconnaître qu'il y a également les différentes formations dispensées en direction des populations. C'est rare qu'il y ait de tels flux financiers dans une commune comme la nôtre. Notre souhait est que le PIF puisse avoir une suite, non seulement pour les autres villages de la commune de Oury qui n'ont pas encore bénéficié des actions PIF ».

Tiga Olivier KABRE, premier adjoint au maire de la commune de Ipélcé

« Des reboisements ont été effectués dans ces espaces de conservation. Nous avons également pu délimiter ces espaces de conservation pour mieux les sécuriser ».



«**L**e PIF a mis à notre disposition des ressources financières pour réaliser des infrastructures et mener d'autres activités qui doivent contribuer directement ou indirectement à la lutte contre la déforestation. C'est ainsi que nous avons pu identifier deux espaces de conservation situés dans le village de Naraog-Tenga de Kakin et Nakomgo. Des reboisements ont été effectués dans ces espaces de conservation. Nous avons également pu délimiter ces espaces de conservation pour mieux les sécuriser. Nous avons également mené des activités de diffusion des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales de gestion durable des terres. La contribution du PIF au

développement de la Commune de Ipélcé est importante. Nous saluons la disponibilité des experts du Programme, l'engagement des agents des services techniques déconcentrés, notamment ceux en charge de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement et la volonté de tous les acteurs communaux. Ensemble, nous avons fait de notre PDIC/REDD+ un succès. S'il y a un plaidoyer à faire, c'est de dire que le PIF doit continuer et couvrir plus de trente-deux (32) communes. Cela parce que c'est un programme qui change positivement la vie des populations tout en préservant les espaces boisés».

Rose Adeline ZIDOUEMBA, Aménagiste Planificateur du Développement Local (APDL) en charge des commune de Boromo, Siby et oury Boucle du Mouhoun:

«Le PIF adopté une approche systémique qui a permis de mettre en place plusieurs réalisations autour des espaces de conservation. »



«Le PIF a adopté une approche systémique qui a permis de mettre en place plusieurs réalisations autour des espaces de conservation. Ces réalisations sont en réalité des activités génératrices de revenus. Nous avons également pu renforcer les capacités des acteurs communaux en matière de gouvernance forestière. Notre mission en tant que APDL auprès des communes est de les appuyer dans le diagnostic et la planification des activités à mener. Nous assurons également le suivi de la mise en œuvre des activités du projet au niveau communal. Le projet a travaillé à impliquer les services techniques de l'agriculture, de l'environnement et de l'élevage dans la mise en œuvre de ses activités. A côté de ces techniciens, il y a les maires et leurs collaborateurs

qui assurent la maîtrise d'ouvrage. Il y a enfin les populations bénéficiaires qui sont fortement impliquées dans la mise en œuvre du projet. Au regard de la diversité des acteurs, nous avons travaillé à les mettre en synergie pour une bonne exécution du projet. Nous avons obtenu des résultats positifs, mais les difficultés n'ont pas manqué. Si le projet doit être répliqué, il faudra travailler à alléger la procédure de décaissement, travailler à commencer les travaux d'investissement assez vite pour éviter le retard qui a été accusé dans la phase pilote. Enfin, le constat que je fais est que beaucoup d'autres villages et même d'autres communes souhaitent bénéficier des investissements du PIF. Il va falloir donc élargir la zone d'intervention s'il faut continuer».

Un partenariat dynamique appelé à se consolider pour une mise à l'échelle de l'approche PDIC/REDD+

Moumouni LOUGUE, Directeur Général des Impôts (DGI):

« La Direction Générale de Impôts (DGI) est reconnaissante vis-à-vis du PIF pour le matériel de haute performance qui lui a été offert ».



« La Direction Générale de Impôts (DGI) est reconnaissante vis-à-vis du PIF pour le matériel de haute performance qui lui a été offert. Il s'agit de 15 ordinateurs portables, trois (03) traceurs A0 avec cinq (05) jeux d'encre pour impression de plans et cartes, des GPS RTK de haute performance, et des Equipements de Protection Individuelle (EPI). Ce matériel d'une valeur totale de cent trente millions (130 000 000) francs CFA a été affecté principalement aux services cadastraux des six régions dans lesquelles le PIF intervient. L'idée étant d'accompagner PIF pour la sécurisation foncière de ses investissements. En termes de résultats obtenus, il faut dire que ce partenariat entre le PIF et la DGI a permis à

la DGI d'établir des plans de sectionnement cadastral dans quinze (15) communes dont cinq (05) ont été validés. La DGI a également pu procéder à l'immatriculation de cinq (05) forêts dans lesquelles le PIF a intervenu. En plus de cela, quinze (15) titres fonciers ont été établis et signés par le Ministre en charge de l'économie. Je ne saurais passer sous silence les trente-huit (38) terrains qui ont été immatriculés afin d'aller vers la délivrance des titres fonciers, les deux cent cinq (205) terrains délimités et les cent soixante-onze (171) actes de session amiable établis. C'est donc une opération gagnant-gagnant qui vient renforcer le partenariat entre le PIF et la DGI ».

Maria SARRAF, Responsable du pôle environnement et ressources naturelles pour l'Afrique de l'Ouest au siège de la Banque Mondiale:

*« Je voudrais féliciter les maires des communes
bénéficiaires et le Ministère en charge de l'Environnement pour
l'excellent travail qu'ils ont fait dans le cadre du PGDFEB ».*



« Je suis venue voir ce que le PIF a pu réaliser depuis son lancement en 2014. Une chose est d'entendre et de lire ce qui a pu être fait, une autre chose est de venir visiter soi-même et voir ce qui est en train d'être fait. Je voudrais féliciter les maires des communes bénéficiaires et le Ministère en charge de l'Environnement pour l'excellent travail qu'ils ont fait dans le cadre du PGDFEB. L'approche d'intervention du projet est assez pertinente parce que le projet est conçu et exécuté par les communautés elles-mêmes. J'ai été vraiment séduite par les réalisations. Elles dépassent de loin ce qu'on avait conçu. Qu'il y ait cette multitude d'activités qui sont intégrées les unes aux autres c'est assez original. J'ai pu constater une dynamique qui intègre à la fois l'agriculture, l'élevage, l'hydraulique, les chaînes de valeurs, etc. Je pense que les résultats de ce projet seront des éléments sur lesquels nous allons nous baser pour aller vers une mise à l'échelle du PGDFEB ».



Mafalda DUARTE, Directrice des Fonds d'Investissement Climatique (CIF):

«Je suis venu voir les réalisations du PIF au Burkina Faso.

J'ai vu différentes activités et je dois dire que les équipes ont fait un très bon travail à destination des populations et des familles. »



«Je suis venue voir les réalisations du PIF au Burkina Faso. J'ai vu différentes activités et je dois dire que les équipes ont fait un très bon travail à destination des populations et des familles. Les populations et les familles nous ont expliqué comment les actions du PIF ont changé leur vie. La compréhension de la connexion entre les forêts et la subsistance et la prospérité de la famille était vraiment significative. Il est important pour nous de retourner présenter ces résultats et ces témoignages aux pays qui financent les actions de lutte contre le changement climatique. Il est important que les gens voient et comprennent l'importance des investissements faits. Il ne faut pas penser qu'aux pays qui ont des forêts tropicales, il faut aussi penser aux pays sahéliens comme le Burkina Faso. Au niveau international, des travaux sont en cours pour comprendre la séquestration du carbone dans le sol. C'est une autre dimension dont le Burkina Faso pourra bénéficier dans le futur. Avec des méthodologies techniques assez solides sur la question, il apparaît que des pays comme le Burkina Faso apporte plus dans la lutte contre le changement climatique, contrairement à ce que beaucoup de personnes pensent actuellement. Nous avons de bons résultats qu'il faut consolider. Avec tout ce qu'on a pu voir, on va montrer les résultats à tous ceux qui financent la lutte contre le changement climatique et voir si l'on peut avoir une deuxième phase ici au Burkina Faso».



Asmaho DAO, Journaliste:

« Dans le cadre des activités du PIF, j'ai participé à deux caravanes de presse »



« Dans le cadre des activités du PIF, j'ai participé à deux caravanes de presse. La première a été organisée en 2019 et la deuxième en 2021. Nous avons visité les réalisations du PGDFEB dans la Région de la Boucle du Mouhoun et dans le Centre-Ouest. De façon spécifique, nous étions dans les communes de Dédougou, Tchériba et Douroula pour ce qui est de la Boucle du Mouhoun, ensuite Sapouy et Zamo pour ce qui concerne le Centre-Ouest. Nous avons vu des parcs de vaccination, des sites de promotion des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales de gestion durable des terres, des magasins de warrantage, des jardins maraîchers, des forages pastoraux des puits à grand diamètre et bien d'autres réalisations. Les interviews que nous avons pu faire ont démontré clairement que ces investissements changent la vie des populations tout en préservant les forêts et espaces boisés. Nous avons répercuté cela dans nos reportages qui ont été diffusés à grande échelle. Cela contribue à élever le niveau de visibilité du projet et de ses réalisations ».



Victorine ZONGO, journaliste :

« Dans le cadre des activités du PIF, j'ai participé à deux caravanes de presse. »

« La caravane de presse organisée par le PIF en 2021 a ceci de particulier qu'elle a débuté par une formation à la REDD+. Cette formation nous a permis de mieux connaître le PIF et de mieux comprendre ce que c'est que la REDD+, c'est-à-dire la Réduction des gaz à effet de serre due à la déforestation et à la dégradation des forêts. Nous avons également perçu l'ampleur des investissements du PGDFEB dans les trente-deux (32) communes. Des investissements qui contribuent non seulement à la REDD+, mais aussi à la lutte contre la pauvreté. Pour beaucoup d'entre nous, la REDD+ et le PIF dans ses fondements sont des concepts nouveaux. Avec cette formation, les lignes vont bouger. Désormais, lorsqu'il s'agira d'écrire un article ou de réaliser un reportage sur le PIF et la REDD+, nous avons les outils de base nécessaires pour le faire en toute aisance ».







Programme
d'Investissement
Forestier (PIF) du Burkina Faso
14 BP 298 Ouagadougou 15
+226 25 37 44 56 / pifburkina@yahoo.fr
www.pif-burkina.org

